



CHAPITRE 220

CHAPTER 220

LOI INTERDISANT AUX MUNICIPALITÉS D'ACCORDER DES SUBVENTIONS AUX ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS OU COMMERCIAUX

AN ACT TO PROHIBIT THE GRANTING OF AID BY MUNICIPALITIES TO INDUSTRIAL OR COMMERCIAL ESTABLISHMENTS

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales*. S. R. 1925, c. 116, a. 1.

1. This act may be cited as the *Municipal Aid Prohibition Act*. R. S. 1925, c. 116, s. 1.

Short title.

Aide municipale prohibée.

2. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible dans une loi générale ou spéciale, aucune municipalité ne peut, ni directement, ni indirectement, venir en aide à un établissement industriel ou commercial et notamment, sans restreindre en rien la généralité des termes précédents, elle ne peut venir en aide en aucune des manières suivantes, savoir:

2. Notwithstanding any contrary or incompatible provision in any general or special act, no municipality shall, directly or indirectly, assist any industrial or commercial establishment, or, without in any way limiting the generality of the foregoing words, grant assistance, more particularly in any of the following ways, to wit:

Municipal aid forbidden.

1° En prenant et souscrivant des actions d'une compagnie formée pour cet objet;

1. By taking or subscribing for shares in any company created for such object;

2° En donnant ou prêtant de l'argent ou autre valeur ou en donnant la jouissance ou la propriété d'un immeuble;

2. By giving or lending money or other security, or in giving the use or ownership of any immovable;

3° En garantissant, par endossement ou autrement, une somme d'argent empruntée;

3. By guaranteeing, by endorsement or otherwise, any sum of money borrowed;

4° En accordant une exemption de taxes à un établissement industriel ou commercial.

4. By granting any exemption from taxation to any industrial or commercial establishment.

Exception.

Cependant toute municipalité, autre qu'une municipalité de cité ou de ville, peut, par règlement, contribuer, au moyen d'un emprunt ou autrement, à pas plus qu'à la moitié du coût de l'installation, dans et en dehors des limites de la municipalité, des poteaux, fils, conduits et appareils devant servir à la transmission de l'électricité dans cette municipalité. Ce

However, any municipality, other than a city or town municipality, may, by by-law, contribute, by means of a loan or otherwise, to not more than half of the cost of the installation, within and without the territory of the municipality, of poles, wires, conduits and apparatus for the transmission of electricity in such municipality. Such by-law, even if it enacts a

Exception.

règlement, même s'il décrète un emprunt, n'est soumis qu'à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 116, a. 2; 20 Geo. V, c. 52, a. 1.

loan shall be subject only to the approval of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 116, s. 2; 20 Geo. V, c. 52, s. 1.

Action en nullité.

3. L'action en nullité d'un règlement ou d'une résolution adopté par un conseil municipal contrairement à la disposition prohibitive de l'article 2 peut être intentée contre la corporation municipale par un contribuable, par toute personne intéressée ou par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce. S. R. 1925, c. 116, a. 4; 16 Geo. V, c. 34, a. 3; 1 Geo. VI, c. 62, a. 2.

3. An action to quash a by-law or resolution, passed by any municipal council contrary to the prohibition contained in section 2, may be instituted against the municipality by a rate payer, by any interested person or by the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce. R. S. 1925, c. 116, s. 4; 16 Geo. V, c. 34, s. 3; 1 Geo. VI, c. 62, s. 2.

Action to quash.